

La transition de tous les dangers

8 juin 2003: une tentative désespérée de quelques jeunes officiers subalternes et pauvres, suivis d'une centaine de sans grade de l'armée de liquider le chef de l'État manque de peu de plonger le pays dans un cauchemar. Fatigués de n'être que des voyeurs salivant devant le spectacle d'une minorité de privilégiés se disputant les gros quartiers de la République, ils avaient décidé de s'inviter à la grande table de la prédation. Cavaliers sans montures d'un changement vite transformé en mirage, leur aventure connaîtra, un peu plus d'une année plus tard, un épilogue pitoyable (et provisoire).

3 août 2005: une révolution de palais, conduite par les officiers du premier cercle du pouvoir, abouti à un changement -presque en douceur- à la tête de l'État, et mis fin à plus de vingt ans d'un pouvoir absolu. Ceux qui ont conçu et exécuté l'opération ont réussi un "meurtre du père" quasi parfait. Ils étaient les commensaux de leur victime, des familiers de sa maison et de ses humeurs; les seuls qui pouvaient être assurés d'un succès sans gros risques pour eux et pour un système dont ils sont partie intégrante, et à la tête duquel leur audace les a propulsés.

La tentative du 8 juin 2003, si elle avait réussi, aurait très probablement débouché, au pire sur un bain de sang, au mieux sur des violences, un chaos et une anarchie qui auraient laissé le pays encore plus meurtri qu'il ne l'était auparavant. Le coup d'État du 3 août 2005 a réussi, sans qu'aucune goutte de sang n'ait été versée. Un accouchement sans douleur qui n'atténue que très peu le caractère d'atteinte à la légalité constitutionnelle de l'acte, et ne réduit en rien ni sa charge de violence symbolique, ni le potentiel de menaces qu'il fait peser sur le pays. Pour "sympathique" et "compréhensible" qu'il puisse être aux yeux des citoyens et des observateurs, un coup d'État reste un acte de violence illégitime par lequel une minorité armée s'érige en juge et partie, et s'arroge le droit d'agir et parler au nom et pour le bien du peuple. Et ce putsch-là, comme ceux qui l'ont précédé, ne nous offre, pour l'immédiat, et en dépit des assurances de ses auteurs, que la perspective d'un État d'exception. Pour une durée hypothétique de deux ans.

Les auteurs du coup d'État gagnant sont ceux-là mêmes qui, en réduisant à néant les espoirs de la jacquerie des soldats pauvres, avaient été les sauveurs du régi-

La transition de tous les dangers

Suite de Une

me, deux ans plus tôt. Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes d'un putsch atypique, dont les premières déclarations et mesures annoncent des perspectives plus souriantes que celles que nous promettaient les sempiternels slogans sur le Savoir, le Livre, Internet et l'Alphabétisation.

Autant Ould Hannena et ses frères par le sang et la fureur faisaient figure d'épouvantails aux yeux d'une caste pourrie de privilèges, autant Ely Ould Mohamed Vall et ses compagnons sont faits pour les rassurer. Ce sont des hommes du monde, issus du sérail. Ils portent l'uniforme avec une élégance à faire frémir d'aise les belles dames des beaux quartiers. Ils ne sont pas forcément riches: en fait, à l'exception de leur chef auquel la rumeur prête une fortune considérable, ils sont plutôt pauvres. Mais ils connaissent les règles du jeu. Ils sont des sauteurs du système, et c'est d'abord pour sauver celui-ci des dangers dans lesquels l'avait conduit l'aveuglement de Ould Taya qu'ils se sont résignés à l'action.

Le système, c'est la Sainte Alliance entre les milieux d'affaires les plus riches et les plus influents et l'aristocratie militaire. Derrière le paravent des institutions démocratiques, c'est elle qui détient la réalité du pouvoir depuis 1978, qui contrôle la part la plus significative de l'économie du pays, qui distribue privilèges, prébendes et passe-droits, qui finance les campagnes électorales de Ould Taya et tire les ficelles des marionnettes politiques du PRDS. Les contours de l'alliance n'ont jamais été très nets, mais ses différents segments recoupaient partiellement des groupes d'intérêts se réclamant de certains ensembles tribaux.

Les conflits entre ces groupes, à la fois partenaires et rivaux, se sont multipliés ces dernières années, et ont été exacerbés par les promesses de la manne pétrolière. L'homme ou le clan qui contrôlerait la ressource pétrolière détiendrait un pouvoir illimité, dans son exercice et dans sa durée. Le clan présidentiel avait pris une longueur d'avance dans cette voie, qui risquait d'être décisive et mortelle pour les autres segments du système.

Les luttes de leadership au sein de la Sainte Alliance se déroulent dans un contexte difficile: concurrence entre puissances étrangères à propos de la pêche comme du pétrole, blocage du processus démocratique (malgré les timides frémissements néés des travaux du Forum initié par le RDU), crise sociale, tentatives répétées de putsch, zairisation avancée de l'État; poids des réseaux mafieux dans l'économie, obsessions sécuritaires du président déchu et son incapacité à offrir à ses concitoyens autre chose que des mea culpa sans lendemains. Puis, l'attaque de Lemghéty. Une agression contre la Mauritanie que Ould Taya transforme en vendetta personnelle, s'octroyant un droit de poursuite qui conduira une colonne de l'armée jusqu'à la frontière nigéro-malienne. L'échec de l'opération le plongera dans une colère noire contre les chefs des forces armées, parmi lesquels les principaux acteurs du coup d'État. La dérive psychologique de l'ex-président aura peut-être été l'élément accélérateur de sa chute.

Tout Ould Taya est dans ses humeurs. C'est un homme sans contact avec la société et en déphasage avec le réel. Par la faute d'un entourage qui l'a progressivement isolé dans une tour d'ignorance. Du fait aussi de ses propres obsessions qui l'ont enfermé dans une

espèce d'univers parallèle dans lequel il est l'unique source de la réalité. Les événements ne sont que simples contingences, et ses concitoyens des fantômes sillonnant le désert de ses nuits; lui était l'éternité. Dans sa tête, le peuple était heureux, et Ould Taya un génie. Une incapacité à dessiner un avenir, une propension à démentir les espoirs. Un homme qui transforme son parti en temple dédié à son propre culte; pour qui la démocratie n'est qu'un alibi utile à la perpétuation de son seul pouvoir; un chef d'État qui a usé vingt-trois ministres des Affaires étrangères en moins de vingt ans de règne est quelqu'un qui n'éprouve pour son peuple qu'un profond mépris, qui tient ses "frères" de parti pour un chœur de thuriféraires, et son personnel gouvernemental pour une domesticité incompétente, inapte à percevoir plus qu'une infime parcelle de la vision infinie du maître. A sa décharge, il n'avait pas tout à fait tort, s'agissant de ses militants et de ses ministres. Ils sont aussi nuls sous les feux de la rampe que dans la pénombre de l'adversité, et ne sont mus que par l'instinct prébendier. D'où, Sejad et Deina Sow vitupérant Maaouya le tyran sur tous les écrans de la République, les marches spontanées, les serments de fidélité, les motions de soutien aussi sincères que passionnées; les "Vive, Maaouya" devenus des "Oui Ely". Comme aurait dit un humoriste célèbre, les Mauritaniens sont toujours sincères, ils changent de sincérité, c'est tout.

Est-ce honteux? A vrai dire, non! Séjad, Sow Deina et leurs acolytes, ci-devant PRDS, ont compris avant tout le monde, et mieux, que si la tête a changé, le corps est resté intact, même s'il doit faire l'objet de quelques rajustements. Un léger remodelage de la Sainte Alliance, dans laquelle le clan des affairistes Smacides devra faire une meilleure place à ses "partenaires" Oulad Bousba, Ideyboussat et autres, et même abandonner sa position dominante. La faculté du système à se reproduire et à s'adapter est infinie.

Le système de Ould Taya est mort sans gloire, ce qui n'est pas plus mal. La situation est sous contrôle, mais elle n'est pas sans risques. Les coups d'État ressemblent en ceci aux révolutions qu'ils devaient leurs enfants. Les principaux organisateurs du putsch du 12 décembre 1984, les colonels Sidina et Anne, qui installèrent Maaouya sur le fauteuil présidentiel, en savent quelque chose. Ceux qui viennent de réussir leur coup de Bujumbura pourraient bien connaître le même sort. Les grosses frustrations, les ambitions individuelles, les susceptibilités de préséance sont souvent les ennemis des grands desseins. Il y a longtemps que l'armée n'a plus de cohésion. Elle n'est plus qu'un grand corps inutile et vide qui a perdu son âme au cours des journées noires d'octobre et novembre 1990, et ses illusions les 8 et 9 juin 2003. Une armée sans âme et sans illusions est potentiellement dangereuse, et d'éventuels affrontements en son sein pourraient être beaucoup moins indolores que le putsch tranquille qu'un quartier de colonels vient de nous offrir.

Les risques et les contraintes ne se limitent pas au seul cadre des forces armées et de sécurité. C'est tout le champ social qui est traversé par un réseau de contradictions et de conflits latents, aussi vieux que l'État mauritanien. L'approfondissement de la misère et l'accroissement de la fracture sociale, les pressions extérieures (les luttes pour le leadership sous régional, la soumission aux stratégies "antiter-

roristes" internationales, la rivalité entre les USA et l'Europe à propos de nos ressources naturelles...) constituent les éléments les plus visibles de ce faisceau de dangers. Mais ils ne sont pas les seuls. La chute de Ould Taya risque, si l'on n'y prend garde, d'être comme le signal donné à des forces centrifuges (clans, tribus, régions, ethnies) dont les possibilités d'action étaient jusque-là bridées par les méthodes brutales du régime déchu, et qui pourraient aujourd'hui se sentir libres de déployer la pleine capacité de leur pouvoir de nuisance.

La situation est peut-être sous contrôle, elle n'en exige pas moins une vigilance de tous les instants. En tout premier lieu des partis politiques et des acteurs de la société civile. La réaction de la plupart des premiers a été jusqu'ici une approbation sans réserves des actions et des déclarations de la junte. C'est leur droit. Il n'est cependant pas sûr que cette attitude rende service au nouveau pouvoir, à la démocratie et à la Nation. Elle est la conséquence d'une confusion monumentale entre une opposition à un système de prédation et une opposition à un individu qui était le chef officiel du système. Le départ de Ould Taya est, certes, une des clés de la solution du problème Mauritanie: il n'en est pas la solution. Celle-ci reste encore à élaborer. Les plus représentatives et les plus honorables des organisations de la société civile se sont crues obligées de se lancer dans une surenchère revendicative qui relève davantage de la catharsis que d'une approche réaliste du traitement du lourd passif humanitaire, préférant oublier que si le système a changé de tête, il reste le même système, au plus profond de ses entrailles.

Cela ne signifie évidemment pas que rien n'a changé ou que les choses demeureront ce qu'elles étaient Au contraire. Les objectifs annoncés des chefs de la junte n'auraient rien à envier à un programme de réformes élaboré par les partis de l'ex-opposition. Le premier effet de cette annonce - période de transition de deux ans et promesse de neutralité politique du Conseil Militaire et du gouvernement, en particulier - a été la libération des esprits et des initiatives. L'une de ses principales conséquences, à moyen terme, sera probablement une totale recomposition de l'espace politique, dans laquelle, quoi que puissent en penser certains, un islamisme politique moderne et novateur, s'inscrivant dans une perspective démocratique, devra trouver sa place.

Mais la transition est une période difficile, à négocier avec délicatesse. La junte a le choix entre la conduire, de bout en bout, de manière unilatérale, ou la gérer en concertation avec l'ensemble des acteurs du champ politique et de la société civile. La première orientation ferait courir le danger d'une OHA (offre hostile d'achat) sur la démocratie; la seconde est susceptible de garantir l'adoption d'une "feuille de route" débouchant sur de réels changements politiques. Il ne s'agit pas de s'illusionner. On voit mal le système et, à travers lui, la haute hiérarchie militaire, ne pas tenter de se doter d'un appareil politique à même de défendre ses intérêts. Deux ans ne seront pas de trop pour affermir la nouvelle configuration et fédérer les clans rivaux, offrir un cadre organisationnel aux nombreux partisans naturels et spontanés de tout pouvoir et susciter un leader bénéficiant du soutien discret de la junte.

Une transition concertée n'élimine pas tous les risques d'accapement du processus par les segments constitutifs du système, mais elle a l'avantage de fixer les règles du jeu, et d'ouvrir davantage de chances à une concurrence transparente et loyale. Loin d'être une simple revendication politicienne, la création d'un cadre de concertation entre les partis politiques, la société civile et le CMJD est une exigence d'intérêt national. Sauvegarder le pays des secousses violentes, réconcilier les Mauritaniens, poser les fondements d'un système démocratique, ouvrir des perspectives positives, tels sont les enjeux de l'heure.

Une certaine opinion a tendance à ne penser la reconstruction de l'unité nationale qu'à travers les soubresauts des dernières années de l'ère Maaouya, et à passer le passif humanitaire, le sort des déportés, les Négro-Africains rentrés dans leur pays et traités en citoyens de seconde zone. Il serait doublement injuste que, dans la balance de la réconciliation, le sort de communautés entières pèse moins lourd que l'amnistie de quelques dizaines de Cavaliers du changement.

La transition n'opérera pas de miracles (et si elle le faisait, nous ne bouderons pas notre plaisir). Mais elle peut engager un certain nombre d'actions significatives, ou simplement symboliques, qui fraieront la voie à des solutions plus complètes que l'avenir permettra de mettre en œuvre. Lutter contre la corruption, les racketts et bavures, en particulier dans le corps de la police et restaurer l'image dégradée des représentants de la loi. Freiner le processus de déliquescence de l'État, briser les monopoles des réseaux mafieux de la FNT et de la Fédération des boulangeries, mettre fin aux pressions intolérables qu'ils exercent sur les consommateurs et à leurs activités d'informateurs parallèles. Et refonder l'armée. Les forces armées et de sécurité n'ont pas vocation de résoudre les crises institutionnelles. Elles n'ont aucune légitimité dans ce domaine. S'il est une urgence à laquelle le Conseil militaire devrait s'atteler, c'est de rebâtir l'ensemble des forces armées, de les transformer en corps de la République respectueux des institutions démocratiques, éloignés des affaires et de la politique. Parallèlement, la future constitution devra élaborer les mécanismes adéquats de gestion et de résolution des crises provenant du fonctionnement des institutions. La liste des urgences ressemble déjà aux travaux d'Hercule. Un seul des travaux du héros grec les symbolise, et suffirait, lui seul, à notre bonheur: le nettoyage des écuries d'Augias.

A l'inverse de Ould Taya, les acteurs du coup d'État du 3 août ont su tirer les leçons du 8 juin 2003, et de l'impasse dans laquelle l'exercice d'un pouvoir solitaire et absolu avait conduit le pays. Puissent-ils également comprendre que la seule survie du système dont ils assurent, aujourd'hui, la direction politique sera insuffisante à prolonger longtemps l'état de grâce dont ils bénéficient. Que ce pays fasse face à des défis autrement plus graves que la perpétuation des privilèges d'une petite caste, que ceux qui ont la prétention de conduire une nation doivent savoir affronter les misères et la détresse des plus humbles, que la construction de la démocratie, comme la direction d'un État, est une action collective et solidaire et non un acte solitaire d'autorité.